



9° CONGRÈS AMIENS. 1974 Contribution au débat



Tribune Socialiste n° 634 du 15 novembre 1974. Pages 7 à 9

Jean Berthinier, secrétaire Fédéral du Rhône, membre de la Direction Politique provisoire : André Barthélémy, membre du Bureau Fédéral : Pierre Blanchard, 7ème section de Lyon : Christian Bonnet, membre du Bureau Fédéral : André Cléménçon, membre du Bureau Fédéral : Yves Chappoz, membre du Bureau Fédéral : Michèle Duby, membre du Bureau Fédéral : J.J. Duchène, membre du Bureau Fédéral : Jean Guichard, section de Bron, Daniel Meguin, Henri Pinguet, Daniel Pothin, membres du bureau Fédéral, Bernard Saunier, section d'Heyrieux.

autonomie du psu et « dynamique des assises »

Ce texte a été élaboré par des militants de la fédération du Rhône qui s'étaient répartis lors du Conseil national d'Orléans sur les textes I, II et III.

Pourquoi ce texte ?

11. Le refus de diviser arbitrairement les militants du PSU

Chaque militant du PSU sait bien aujourd'hui que son parti se trouve dans la situation la plus grave qu'il ait connu depuis sa création. De nombreuses déclarations, des initiatives nationales, volontaire ou non, (ex. rupture dans la préparation des Assises pour le Socialisme) vont dans le sens d'une rupture définitive au sein du PSU, d'une scission déterminante, ce qui signifierait la fin du rôle qu'ont pu jouer les militants PSU en tant que force collective et unifiée.

Ce danger est ressenti par toutes les fédérations, parce qu'il existe pour toutes, même pour celles — et c'est la majorité — où les camarades se retrouvent unis

dans la pratique politique quotidienne, quel que soit le texte qu'ils aient voté avant le Conseil national. Ces militants peuvent alors à bon droit se demander pourquoi ils pourraient se retrouver séparés d'ici la fin de l'année, au nom de quelles réalités politiques. C'est le cas dans la fédération du Rhône par exemple, où les militants, séparés sur les 3 textes lors du Conseil national d'Orléans (1), se sont retrouvés unifiés dans leur pratique, y compris dans la préparation des Assises départementales, et y compris dans l'attitude par rapport au PS.

Ce texte est donc d'abord l'expression de l'interrogation de militants d'une fédération (2), qui n'accepteront des ruptures politiques que si elles sont clairement fondées sur des analyses politiques suffisamment divergentes pour que la poursuite d'un travail commun, dans des formes organisationnelles communes, n'ait plus de sens. Il leur semble que pour l'instant ce n'est nullement le cas. Ce texte est une contribution à la préparation d'un débat clair. Et il ne peut y avoir de débat clair que si les militants s'expriment sur les problèmes politiques en dehors de clivages déjà faits dans les milieux politiques dirigeants, en dehors de rupture pré-établies.

12. La nécessité du Congrès de décembre : déterminer une ligne politique pour les mois qui viennent :

Il nous faut bien constater que, pour diverses raisons (3), le Conseil d'Orléans n'a pas dégagé de ligne politique claire pour l'avenir proche du parti. Ce Conseil a été, sur le fond, un Conseil de refus. Double refus de lignes jugées opportuniste ou sectaire.

Premier refus, celui de la liquidation rapide du PSU, au profit d'une opération dont le contenu et les résultats semblaient flous et incertains : la conquête du PS. dans une rapide opération de commando.

Deuxième refus, celui de la marginalisation : chacun des textes a dû affirmer la nécessité du « dépassement » du PSU, car il n'est plus guère de militants qui ne soient conscients de la faiblesse de l'organisation PSU par rapport à notre force politique profonde (capacité d'analyse, insertion dans les luttes, projet politique) et par rapport à nos ambitions. La motion sur les assises, dite « motion Berthinier », la seule à avoir été votée à 95 % des mandats, exprimait ce désir profond d'ouverture, fondé sur une analyse réaliste de la situation.

Mais ce double refus ne constitue pas une ligne politique. Cette ligne n'a pu être définie à Orléans, où la question de la direction du parti a été la question déterminante. Les regrets ne servent à rien. Il faut maintenant faire un Congrès qui soit un Congrès Politique, où les questions de direction ne soient que déterminées et non déterminantes.

Note 1 : Ils reconnaissent d'ailleurs n'avoir pas totalement saisi toute la portée politique de leurs votes à ce moment, et n'avoir pas suffisamment préparé en conséquence ce Conseil, en bref, avoir trop « fait confiance ». Ce ne sera pas le cas du Congrès.

Note 2 : Des militants ayant voté les 3 textes pour le Conseil d'Orléans se retrouvent sur cette position. Ils savent que c'est le cas également dans nombre d'autres fédérations.

Note 3 : Raisons sur lesquelles nous ne reviendrons pas. Il est clair que les responsabilités de la mauvaise tenue du Conseil d'Orléans sont largement partagées.

les lignes politiques que nous repoussons

Il convient d'abord de préciser, à la suite du Conseil d'Orléans, ce que nous ne voulons pas. En effet, au-delà des textes eux-mêmes, il existe des tentations aujourd'hui pour le PSU, que les textes expriment souvent imparfaitement (pour des raisons « électorales » au sein du parti, ou plus simplement parce que les contradictions internes du parti trouvent forcément leur place dans un texte de Congrès).

21. La ligne opportuniste :

Une première ligne que nous refusons est celle de la liquidation du PSU en tant qu'instrument collectif de combat révolutionnaire. Quel est le contenu de cette ligne ? Les réalités externes au PSU sont aujourd'hui

prioritaires. La première chose à prendre en compte, c'est la demande formulée par la Troisième composante, c'est la possibilité de faire correspondre enfin les possibilités politiques qu'a exprimées le PSU avec une organisation efficace dans le champ politique : le PS — En conséquence, il faut tout miser sur l'opération « Parti des Socialistes » et accepter dès aujourd'hui la rupture politique interne au PSU, qui s'est révélé nécessaire après le Conseil d'Orléans.

Cette ligne, nous la critiquons parce qu'elle est idéaliste. Elle sous-évalue une force politique réelle (réelle parce qu'elle a démontré son existence au cours des 14 ans de luttes), la force politique collective que représentent les militants PSU, qu'ils ont constituée dans le combat contre la guerre d'Algérie, dans les luttes révolutionnaires de mai 68, dans les luttes de classe nouvelles d'après 68, sur les terrains économique (Joint Français. Lip...), idéologique (école, immigrés, armée, femmes...) et politique (Manifeste de Toulouse, Congrès de Paris sur l'Unité Populaire). Elle surévalue, en acceptant de bon cœur la cassure de cet instrument politique, la force des idées justes. Elle surévalue à priori les possibilités offertes par une organisation (le PS) qui n'a pour l'instant fait ses preuves que sur le terrain ambigu de la réussite électorale, et sur le terrain de la gestion municipale conservatrice. Elle surévalue la force opérationnelle d'un ensemble de militants non organisés (1), mais préparés aux luttes politiques, la 3^e composante. Les risques encourus par l'application de cette ligne sont donc énormes. Bien plus, rien n'a été fait pour préparer les militants à affronter ces risques. Une ligne qui, allègrement, demande d'investir le PS à Besançon en acceptant en contrepartie de liquider la section PSU de Lip, ne peut-être une ligne juste. Une ligne qui choisit l'organisation du maire Minjoz, en acceptant de se séparer de Piaget ne peut être une ligne efficace. Ce n'est pas faire du basisme et du populisme que de le constater. Car cet exemple n'est nullement isolé, il exprime une réalité sociale et politique, profonde.

22. La ligne sectaire :

A la ligne idéaliste de droite (c'est-à-dire opportuniste) correspond une ligne idéaliste de gauche (c'est-à-dire sectaire), tout aussi irrecevable.

Cette ligne repose sur une analyse fautive de la situation. Elle sous-estime fortement la question de la CFDT, et l'évolution considérable qui a consisté pour cette centrale, à appuyer nettement la candidature Mitterrand aux présidentielles, et ensuite, à s'engager,

majoritairement dans l'opération « 3e composante » (2). Elle sous estime les possibilités offertes par le relatif renouvellement de la base du PS. Elle sous estime en conséquence l'intérêt majeur de la dynamique des Assises, en en faisant une simple opération tactique de la social-démocratie et du tandem Mauroy-Mitterrand. Elle surestime les capacités des « idées justes » d'un PSU capable dès lors de se renforcer sans problème (et les fédérations savent combien cet espoir se heurte aux réalités). Elle aboutit, dans les faits, soit à faire du PSU un groupe autogestionnaire sans prise sur la réalité, soit un lieu possible de rassemblement de l'extrême-gauche (du type du projet de Politique Hebdo), peut-être plus fort dans les luttes mais sans perspectives quant à la prise du pouvoir. L'examen de la situation réelle sur le terrain principal aujourd'hui, celui des entreprises, le montre assez.

23. Nous refusons donc l'idéalisme de droite et de gauche

Ces deux lignes, également idéalistes, sont en relation dialectique. Elles se renforcent visiblement l'une l'autre. L'opportunisme donne les meilleurs arguments au sectarisme. L'illusion sectaire pousse les militants conscients des réalités du terrain vers une position efficace à courte vue et, en fait, opportuniste (c'est-à-dire inefficace à moyen terme du point de vue de la révolution).

Mais heureusement l'expérience pratique et l'enracinement des militants PSU est déjà suffisamment riche pour qu'ils ne tombent pas dans des illusions contraires.

Ceci est si vrai qu'aucun texte ne peut reprendre aujourd'hui clairement les lignes décrites plus haut. Il n'empêche que c'est en les définissant nettement, pour les condamner nettement, que le Congrès pourra clairement définir une ligne politique. Nul doute que ce ne soit avec une énorme majorité, avec la participation de la plupart des camarades, quelque soit le texte qu'ils aient voté à Orléans.

Note 1 : En prétendant réalistes les luttes institutionnelles (ce qui est nécessaire), elle ne définit plus la lutte politique que dans des termes d'efficacité électorale.

Note 2 : La 3e composante n'est plus alors décrite qu'en termes négatifs (« liquidateurs » du CLAS, adversaires de l'autonomie syndicale au profit de la social-démocratie...)

la situation et les conséquences pour les militants psu

31. La question du pouvoir est posée par les révolutionnaires.

La crise du capitalisme s'accroît à une cadence imprévue, et s'approfondit en gagnant tous les domaines de la vie sociale, nationale et internationale. Plus que jamais, plus qu'en mai 68 encore, la question du pouvoir est posée par les révolutionnaires. Il faut s'y préparer sans attendre. Il convient cependant de bien voir que les formes concrètes de la rupture politique ne sont pas déterminées à l'avance : des élections peuvent servir de détonateur, ou bien une vague importante de conflits (du type mai 68), ou bien encore une situation plus complexe réunissant ces deux formes. Il ne peut donc être question de déterminer une ligne en fonction d'une seule hypothèse.

La situation française est particulièrement favorable aux révolutionnaires, comme le montrent :

- L'extension de la crise de la société à l'ensemble des terrains, économique (inflation, chômage), idéologique (ex. école, armée, alliances internationales, famille, modèle de croissance) politique (ex. rupture relative à l'intérieur des forces politiques de droite).
- La poussée des luttes populaires sur tous ces terrains, et par exemple sur le terrain politique (ex. élections présidentielles).
- L'absence de tradition bien implantée de social-démocratie (c'est-à-dire de gestion ouvrière de crise capitaliste).
- La politique passée de relative autonomie menée par la bourgeoisie française vis-à-vis de l'impérialisme américain (gaullisme).

32. La nécessité de l'offensive politique :

Dans ce cadre, trois nécessités apparaissent aux militants, et sont affirmées par l'ensemble du parti :

- Renforcer le courant autogestionnaire, qui traduit politiquement le sens profond (formes et contenus) des luttes menées sur les divers terrains, qui offre seul une perspective politique à la fois crédible et souhaitable, capable de réaliser un large consensus populaire pour le passage au socialisme.
- Renforcer l'unité populaire (ce qui implique, comme

l'a montré le Conseil de Paris de 1973, à la fois l'unité des organisations syndicales politiques et de masse, dans le respect de leur spécificité, et aussi des organisations existantes, en même temps que celles des forces sociales en lutte).

— Rendre hégémonique à terme le courant autogestionnaire dans l'Unité Populaire. Seule cette hégémonie, à l'intérieur de l'Unité, peut la fortifier suffisamment pour faire triompher les forces populaires. Mais réciproquement, seule cette insertion dans l'unité peut donner toute sa force au courant autogestionnaire (1).

Ces objectifs ambitieux, à la mesure de la situation, demandent donc une grande hardiesse dans les propositions, à condition de savoir apprécier justement les réalités.

Note 1 : Une question importante reste à régler : celle de la participation, ou non, au gouvernement. Seule une pratique plus intense de l'Unité populaire, ainsi qu'une réflexion théorique sur cette pratique, peut nous permettre de répondre à cette question, qui reste donc posée, mais ne peut être résolue pour l'instant.

des propositions

41. Leurs sens général :

Les propositions que nous faisons pour les militants PSU, dans les mois qui viennent, résultent de ces considérations.

Elles s'organisent autour de quatre axes :

— le maintien de l'autonomie politique du PSU dans l'horizon politique qui est le nôtre (c'est-à-dire l'année 75)

— l'insertion accélérée dans l'Unité Populaire et le renforcement de cette unité.

— la prise en compte de la « dynamique des Assises ».

— la perspective du dépassement organisationnel du PSU.

Ces propositions n'ont pas d'autre ambition, en fonction d'une ligne stratégique définie par le Manifeste de Toulouse, par le Conseil de Paris sur l'Unité Populaire et rappelée brièvement plus haut, que de définir ce qui est tactiquement possible dans les mois qui viennent. Au-delà, il conviendra de refaire le point sur les résultats acquis, et sur les nouvelles perspectives dégagées.

42. L'insertion plus forte dans l'unité Populaire

S'insérer plus fortement dans l'Unité Populaire, cela signifie à la fois prendre les organisations telles qu'elles sont, et vouloir transformer la nature de cette Unité (Conseil de Paris). La construction de l'hégémonie du courant autogestionnaire dans cette Unité ne peut se faire que si nous menons en même temps deux offensives complémentaires.

Renforcer l'unité d'action avec les organisations, notamment le PCF, en essayant de l'élargir aux organisations non politiques ; cette confrontation pratique permettra seule de faire la différence entre notre propre projet autogestionnaire et ceux du réformisme et /ou du socialisme d'Etat. Le Pacte d'Unité d'Action Anti-Capitaliste est donc plus que jamais à l'ordre du jour. A partir de cette confrontation pourront être réalisées les conditions de la conclusion d'une alliance politique plus ambitieuse (c'est-à-dire comportant les problèmes de la transition, y compris les problèmes gouvernementaux).

Renforcer l'unité populaire dans et autour des luttes, notamment sur le terrain des entreprises, en rassemblant, de la façon la plus large les forces intégrées dans ces luttes, en procédant à une confrontation commune des bilans. Par exemple, la proposition, faite à Besançon, d'un Institut ouvrier pour le développement des pratiques collectives, nous paraît particulièrement intéressante. Ainsi, au sein de l'unité des organisations, pourra se renforcer sur le terrain, le courant autogestionnaire. En particulier, pourra être évitée la rupture avec les courants non sectaires de l'extrême-gauche, souvent inorganisés, qui peuvent apporter à l'Unité Populaire un poids pratique et théorique appréciable, et sans lesquels toute coalition de gauche risque constamment de retomber dans les ornières électoralistes et réformistes.

Ces deux démarches sont complémentaires, inséparables. Par ailleurs elles ont des implications sur nos autres propositions. Il n'est pas pensable :

De vouloir s'intégrer plus fortement dans l'unité des organisations de gauche sans disposer d'un poids politique plus grand. Sinon, nous serions soit rapidement rejetés, soit rapidement intégrés. L'isolement du PSU, son refus de répondre aux demandes formulées par la CFDT et la 3^e composante seraient contradictoires avec cette volonté d'unité.

D'accepter aujourd'hui une disparition de notre autonomie politique qui nous conduirait à un alignement rapide sur les positions dominantes dans la

coalition de gauche (perspective Programme Commun à la fois sur les luttes d'aujourd'hui, sur la question de la transition, et sur le projet de socialisme).

43. Le maintien de l'autonomie politique du PSU :

Que signifie le « maintien de l'autonomie politique du PSU » ? Ceci ne signifie nullement le repli sur soi, la volonté de « se renforcer » ou de « se construire » en vase clos. Mais ceci signifie que, dans une période où le PSU doit s'ouvrir sur l'extérieur, faire les propositions conduisant éventuellement à un dépassement de son organisation, il doit en même temps garder toute liberté pour conduire lucidement sa politique, pour faire les propositions adéquates à l'évolution de la situation (dans le système capitaliste, dans la gauche, dans les forces socialistes), pour tirer les bilans nécessaires à la continuation de l'action.

En effet, des risques importants existent que nous essayons des échecs dans la lutte difficile que nous engageons contre la social-démocratie, et que nous soyons donc amenés à réviser certains objectifs tactiques. Il faut bien ici affirmer certaines vérités trop vite oubliées dans l'euphorie de succès partiels (exemple : Assises).

La social-démocratie peut exister en France. Le réformisme bourgeois, du type Giscard, n'exclut pas un réformisme de « gauche », toute l'analyse du champ politique de l'Europe du Nord le prouve. Cette social-démocratie peut même, éventuellement, se construire avec la bénédiction du PCF, sur la base du compromis historique à la mode Marchais (Union du Peuple de France) (1). Bien plus, cette social-démocratie ne peut se construire avec les seules forces actuelles du PS : il faut encore qu'elle canalise l'important mouvement de contestation « radicale » existant dans notre pays, qu'elle réussisse donc sur le terrain des entreprises en particulier à digérer les forces que rassemblent en partie la CFDT et le PSU. Autrement dit, le PSU et la social-démocratie, aux objectifs antagoniques, se rencontrent sur un terrain commun, celui du « remodelage » du mouvement ouvrier. Il s'agit non pas d'une victoire assurée, mais d'une lutte incertaine. Nous ne pouvons nous y engager que si nous sommes conscients de cet enjeu.

Ceci a des conséquences importantes.

Tout d'abord, la force que représente le collectif des militants PSU est nécessaire dans la réussite de notre politique. En 14 ans de luttes dures, rien d'autre n'a pu être constitué. Quelle autre force politique pourrait la remplacer ? Nous avons besoin de tous ces militants

aguerris dans la pratique et formés par leur réflexion commune. Toute ligne qui se résignerait aujourd'hui à se priver de cet instrument prouverait par là-même son inadéquation aux réalités politiques.

Ensuite, ceci signifie, pour les mois qui viennent, que nos propositions à nos partenaires permettent le maintien de cette autonomie politique.

Le PSU continue d'exister, il garde les moyens de procéder à sa propre analyse des événements, de faire les propositions qu'il juge nécessaires à ses partenaires, de prendre ses propres initiatives vis-à-vis des travailleurs de tirer les bilans des actions engagées. En particulier, il ne saurait être question, dans l'état actuel des rapports de force, de perdre notre autonomie sur les questions de politique internationale (dont l'importance est de plus en plus décisive) : exemple : impérialisme US, Europe, Palestine, Otan, travailleurs immigrés...). De même, la question de l'alliance avec le PCF ne peut être un domaine où notre indépendance soit aliénée : le combat dans la pratique comme dans la confrontation théorique et dans les négociations nationales contre la logique du Programme Commun, doit continuer à se mener.

44. Le développement de la dynamique des Assises

Le refus de la marginalisation, volontaire ou non, implique une appréciation globalement positive sur ce qu'ont été les Assises, et surtout une participation à la dynamique qui les sous-tend pour nombre de militants.

Certaines propositions d'ouverture sont aujourd'hui illusoire. Par exemple, celle qui consiste à vouloir simplement continuer l'expérience du CLAS, à construire le MAS. Nous savons bien que le CLAS n'a été qu'un pis-aller dans notre volonté d'élargissement, car il ne réglait pas la question de l'enjeu principal, c'est-à-dire celui de la CFDT. Ce pis-aller est lui-même aujourd'hui détruit par l'essentiel des forces qui y participaient, ou auraient pu y participer (à l'exception de l'AMR).

En effet, la question centrale est celle de la CFDT, de l'engagement politique des militants dont la pratique quotidienne est en bonne partie symbolisée par l'orientation de cette centrale. La solution n'est évidemment pas celle de la pêche à la ligne. Faute de mieux, nous l'avons tenté pendant 14 ans. Globalement nous avons échoué.

La solution est l'engagement collectif sur le plan politique du courant représenté par la CFDT. Or cet engagement s'est défini après les présidentielles de 74 : Il se place dans un espace politique défini



organisationnellement par la fourchette PS-PSU. Ceci est un point capital. Et nous n'en sommes pas maître. En face de cet engagement, nous ne trouvons que des positions de droite (autonomie syndicale façon Declercq), ou une opposition de gauche sans proposition politique alternative. Hacuitex ne relancera pas le CLAS.

Ceci signifie que l'enjeu principal, la CFDT, pose la question du PS de façon spécifique. Les assises n'ont pas à être un colloque de Grenoble-bis, mais un élément dans une dynamique. Cette dynamique est constituée par la lutte entre le courant autogestionnaire et la social-démocratie, l'enjeu étant la force sociale qui s'est révélée et construite dans les conflits depuis 68, et qui est symbolisée par la CFDT.

Le PSU doit donc affirmer clairement, dès aujourd'hui, sa volonté de se situer « dans la dynamique des Assises ». Ceci signifie qu'il accepte la confrontation, dans une pratique et une réflexion commune, avec le PS et les nombreux militants qui ont signé ou se sentent concernés par le texte de l'Appel. Cette confrontation, qui doit sur le terrain des luttes et du débat, faire avancer la construction d'une grande force socialiste pour l'autogestion, a forcément des aspects organisationnels. Nier cette nécessité ; c'est refuser de répondre à la demande des militants aujourd'hui inorganisés, c'est les jeter dans les bras du PS tel qu'il est, c'est choisir la marginalisation pour le PSU.

Quels types de propositions peuvent être faites par le parti ? Nous avouons ne pas être en possession de tous les éléments nous permettant de répondre à cette question (notamment parce que nous n'avons que peu rencontré les militants du PS pour l'instant...). Il revient au parti dans son ensemble de mener cette réflexion, et notamment avant le Congrès de décembre.

Néanmoins, les propositions suivantes paraissent pouvoir être faites très vite :

— création de secteurs communs aux trois composantes pour l'intervention militante : entreprises, cadre de vie, femmes, immigrés, école, culture, in-

formation... C'est là la réponse centrale à l'appel de nos camarades de la 3ème composante.

— poursuivre du débat stratégique, de la façon la plus décentralisée possible. Ceci peut se faire à la fois à partir de la pratique commune, et de la discussion sur le texte issu des Assises, qui constitue un texte de travail pour le parti. Ceci implique que soit mise sur pied des structures de rencontre (quartiers, entreprises) qui permettent le débat. De même, la formation pourrait utilement faire l'objet d'initiatives communes, tant au niveau central (exemple : journal théorique commun permettant une libre confrontation) qu'au niveau local (actions communes de formation). Ce terrain nous est éminemment favorable.

45. La perspective du dépassement organisationnel du PSU :

Ces diverses propositions ne peuvent évidemment qu'avoir une durée de vie limitée. Il faudra bien que d'ici quelque temps, le parti fasse un bilan de cette politique, en tire des conclusions organisationnelles et politiques, y compris sa remise en cause éventuelle, y compris donc la création éventuelle d'une organisation nouvelle. Mais il est aujourd'hui impossible d'en préjuger, avant qu'ait eu lieu l'épreuve des faits. Un Congrès à la fin de l'année 75, permettrait sans doute de répondre à ces questions.

Cette perspective nous paraît répondre aux diverses nécessités de l'heure :

— refus de l'impasse que constitue la volonté de création "d'un parti révolutionnaire de l'autogestion (à partir, en fait, d'une partie du PSU et de l'AMR)

— prise en compte de la nécessité de la dynamique d'élargissement et d'ouverture, impliquée par les Assises.

— propositions souples au niveau organisationnel, qui permettent de limiter les risques impliqués par cette dynamique et de sauvegarder l'unité du parti.

Note 1 : Dans des formes que nous ne pouvons décrire évidemment aujourd'hui.

SIGNATURES

Jean Berthinier, secrétaire Fédéral du Rhône, membre de la Direction Politique provisoire : André Barthélemy, membre du Bureau Fédéral : Pierre Blanchard, 7ème section de Lyon : Christian Bonnet, membre du Bureau Fédéral : André Cléménçon, membre du Bureau Fédéral : Yves Chappoz, membre du Bureau Fédéral : Michèle Duby, membre du Bureau Fédéral : J.J. Duchène, membre du Bureau Fédéral : Jean Guichard, section de Bron, Daniel Meguin, Henri Pinguet, Daniel Pothin, membres du bureau Fédéral, Bernard Saunier, section d'Heyrieux.